



Rapport

Atelier sur l'Administration des terres et le développement durable

Organisé par la Fédération internationale des géomètres (FIG), Commission 7 en collaboration avec la Fédération des géomètres francophones (FGF)



GéoCongrès Québec 2007
2 octobre 2007
Québec, Canada

Contexte

Les besoins au niveau de l'administration des terres, des systèmes cadastraux et de l'amélioration de la gouvernance se sont accrus au cours de la dernière décennie. Des organisations internationales, tels la Banque mondiale, les agences des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) ou les établissements humains (UN-Habitat) ont aidé grandement à promouvoir l'importance de ces infrastructures de développement durable.

Ces organisations ont unanimement endossé les Objectifs du millénaire (OMD) pour le développement de l'Organisation des Nations Unies et reconnu l'importance de l'administration des terres dans la réduction de la pauvreté et le développement économique. Les Objectifs du millénaire sont :

1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim;
2. Assurer l'éducation primaire pour tous;
3. Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes;
4. Réduire la mortalité infantile;
5. Améliorer la santé maternelle;
6. Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies;
7. Assurer un environnement durable;
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Au cours des dernières années, plusieurs ateliers, rencontres d'experts et conférences ont été organisés pour étudier les questions relatives à l'administration des terres. Dans le cadre de ces événements, échanges et discussions, dans lesquels la Fédération internationale des géomètres (FIG) a joué un rôle de premier plan, principalement par le biais de la Commission 7 qui traite des questions de cadastre et d'administration des terres, un objectif commun a fait consensus :

Promouvoir l'accès à la propriété foncière et à l'enregistrement
des droits afin de contribuer à la réduction de la pauvreté et au
développement économique.

La FIG a établi son plan de travail 2006-2010, lequel est directement lié aux OMD de l'ONU, notamment le 8^e objectif qui consiste à développer un partenariat global pour le développement.

La géocommunauté internationale doit définir son rôle dans l'atteinte des OMD et identifier les secteurs dans lesquels elle peut contribuer de façon significative. La sécurisation des droits fonciers, l'administration des terres au bénéfice des pauvres et la bonne gouvernance territoriale sont tous des facteurs-clé qui peuvent contribuer à l'atteinte de ces objectifs. Des mesures, tels le développement de la capacité des personnes et des organisations, la collaboration Nord-Sud et les partenariats, sont tous des outils à privilégier.

Description de l'atelier de Québec

L'atelier de Québec sur l'administration des terres était organisé par la Commission 7 de la FIG en collaboration avec la Fédération des géomètres francophones (FGF) dans le cadre du GéoCongrès Québec 2007 (www.Quebec2007.ca). Pour faciliter les échanges, un service d'interprétation simultanée était disponible.

L'objectif de l'atelier était de proposer des actions concrètes pour contribuer à développer un partenariat global pour le développement, le 8^e objectif du millénaire.

Participants

L'atelier de Québec a réuni 50 participants provenant de 22 pays, principalement des officiers responsables de l'administration des terres et du cadastre, des géomètres, géomaticiens, universitaires et étudiants impliqués dans des projets de coopération internationale.

Les pays suivants étaient représentés :

Afrique : Algérie, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Kenya, Madagascar, Mali, Maroc, Niger et Sénégal.

Amérique du Nord : Canada et États-Unis

Amérique latine : Pérou

Asie : Inde et Sri Lanka

Europe : Belgique, Danemark, France et Suède

En outre, les organisations internationales suivantes étaient représentées :

- Fédération internationale des géomètres : M. Stig Enemark, président;
- Fédération des géomètres francophones : MM. Aziz Hilali et Bernard Puepi, vice-présidents et Mme Annick Jaton, trésorière;
- ONU-HABITAT : M. Remy Sietchiping;
- Banque mondiale : M. Keith Bell, Spécialiste senior en politiques foncières;
- Organisation internationale de la Francophonie : M. Sory Ibrahim Diabate.

Déroulement de l'atelier

Pour lancer l'atelier, des conférenciers d'organisations internationales ont présenté différents aspects de l'administration des terres et du développement durable.

Session 1 – Point de vue des organisations internationales

- Remy Sietchiping, UN HABITAT - Urbanisation et le continuum des droits fonciers : Défis globaux et opportunités;
- Keith Bell, Banque mondiale - Répondre aux défis des objectifs du millénaire – Support de la Banque mondiale dans l'administration des terres;
- Stig Enemark, président de la FIG – Les politiques de la FIG en soutien à l'Agenda global.

Par la suite, des représentants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud sont venus présenter diverses expériences dans le domaine de l'administration des terres.

Session 2 : Expériences dans des projets d'administration des terres

- P.G.V. Abeyratne, Université Sabaragamuwa du Sri Lanka - Le rôle des géomètres dans la reconstruction après une catastrophe naturelle: L'expérience du Sri Lanka;
- Robinson Tchamagni, Tribunal de Mbalmayo - La situation de la propriété foncière au Cameroun – Obstacles, conséquences et perspectives;

- Azeddine El Omari, Agence Nationale de la Conservation foncière du Cadastre et de la Cartographie – Actions de sécurisation de la propriété foncière au Maroc;
- Ramon Enrique Saldivar, Présidence du Conseil des ministres du Pérou – Enjeux de Reconstruction après le tremblement de terre du 15 août 2007.

Dans le second volet de l'atelier, les participants se sont regroupés en petits groupes et ont tenté de répondre aux questions suivantes :

Comment la géocommunauté internationale peut-elle développer ce partenariat :

- afin d'améliorer la sécurisation des droits fonciers?
 - Que peut-on faire?
 - Peut-on entreprendre des actions à une échelle humaine, localement?
 - Quels sont les besoins?
- de façon à mieux répondre aux besoins de reconstruction et de réinstallation des populations suite à une catastrophe naturelle?
 - Quel rôle devrions-nous jouer?
 - Comment mieux organiser notre intervention?
- afin d'améliorer nos capacités organisationnelles?
 - Quels sont les besoins?
 - Quelles sont les actions que nous pourrions entreprendre?

Par la suite, chaque groupe a fait état du résultat de ses travaux dans le cadre d'une session plénière.

Sommaire des réponses et discussions

Comment la géocommunauté internationale peut-elle développer ce partenariat afin d'améliorer la sécurisation des droits fonciers?

- La volonté politique est absolument nécessaire pour améliorer la sécurité des droits fonciers. Or, pour l'obtenir, la géocommunauté et particulièrement les géomètres doivent apprendre à parler aux politiciens. Ils doivent être en mesure de démontrer les bénéfices socio-économiques d'une bonne infrastructure foncière;
- La coopération Nord-Sud et Sud-Sud doit être encouragée afin de développer des échanges constructifs;
- Développer des partenariats public/privé;
- Informer la population de l'importance des infrastructures foncières;
- Développer des programmes de formation;
- Développer des systèmes et élaborer des lois permettant de gérer les droits coutumiers et informels;

- Les droits fonciers doivent être publics et les systèmes qui les gèrent doivent être transparents;
- Il y a des besoins immédiats afin de développer la capacité organisationnelle, et ce, tant en termes de formation professionnelle que d'information auprès des bénéficiaires (la population);
- Il faut trouver une façon d'améliorer et de transformer les systèmes existants (registres fonciers et cadastre) et éviter de tout mettre à la poubelle;
- La sécurité des droits fonciers est essentielle lors d'un conflit. Les tribunaux africains sont submergés de causes relatives aux droits fonciers. La faiblesse de l'infrastructure géodésique est souvent une source de problèmes;
- Il faut développer et implanter des solutions adaptées à chaque pays.

Comment la géocommunauté internationale peut-elle développer ce partenariat afin de mieux répondre aux besoins de reconstruction et de réinstallation après un désastre naturel ?

- Il faudrait encourager les autorités à implanter et sécuriser une infrastructure foncière dans les secteurs présentant des risques de catastrophe naturelle. Une telle infrastructure représente un atout majeur lors qu'il faut reconstruire et réinstaller les populations après un tel événement;
- Il y a nécessité d'élaborer des plans d'urgence (qui fait quoi ?) en utilisant le potentiel de la géomatique et l'expertise des géomètres;
- Il faut développer une meilleure connaissance globale des risques de catastrophe et ainsi être plus en mesure de les prévenir et atténuer les conséquences;
- La géocommunauté pourrait aussi contribuer à établir les camps de réfugiés;
- La géocommunauté doit avoir accès aux données foncières en cas de catastrophe naturelle, idéalement dans des formats standardisés;
- Il faut développer la capacité professionnelle en créant des associations professionnelles fortes, et ce, tant au niveau national qu'international. Ceci peut contribuer à établir une meilleure coopération.

Comment la géocommunauté internationale peut-elle développer ce partenariat afin de développer la capacité organisationnelle ?

- Le principal besoin concerne la formation professionnelle et technique;
- Dans plusieurs pays en développement, les ordres et associations professionnelles doivent être créés ou renforcés. Les pays africains ont besoin d'aide pour créer ces structures professionnelles pour assurer une meilleure éthique;

- Nous devons développer des relations entre géomètres et géomaticiens afin d'avoir une plus forte influence;
- Il faut impliquer les communautés locales dans le processus de décision
- Nous devons trouver des façons de promouvoir et faciliter l'implication de géomètres et étudiants bénévoles dans des projets de coopération;
- Les géomètres sont qualifiés pour former les politiciens dans la bonne gouvernance territoriale;
- Il faut améliorer les organisations géomatiques dans les pays en développement.

Conclusion et perspectives

L'atelier conjoint FIG/FGF sur l'administration des terres et le développement durable a été un grand succès en termes de participation avec 50 participants provenant de plus de 20 pays.

Mais le vrai succès concerne la représentation des pays en émergence et en développement : la moitié des délégués provenaient de 15 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. L'un des objectifs de l'atelier visait à être à l'écoute des besoins des pays en développement. Cet objectif a sans aucun doute été atteint, et ce, d'une façon constructive et des plus intéressante.

Les résultats de ce fructueux atelier seront très utiles pour la FGF et la FIG et auront sûrement une influence sur leurs plans de travail des prochaines années.

Les organisateurs remercient le GéoCongrès Québec 2007 pour le support logistique et l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour l'aide financière à plusieurs délégués.

Daniel Roberge
Délégué du Canada - FIG Commission 7
Coprésident GéoCongrès Québec 2007

Annexe 1 – Horaire

Atelier sur l'Administration des terres et le développement durable

- 8:30 Accueil et inscription
- 9:00 Mots de bienvenue
- Søren Fauerholm Christensen et Daniel Roberge, Groupe de travail 7.2 de la Commission 7
 - Pierre Tessier, président de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec
 - Aziz Hilali, vice-président, Fédération des géomètres francophones (FGF)
 - Stig Enemark, président, Fédération internationale des géomètres (FIG)
- 9:15 Session 1 – Point de vue des organisations internationales
- Remy Sietchiping, UN HABITAT - *Urbanisation et le continuum des droits fonciers: Défis globaux et opportunités,*
 - Keith Bell, Banque mondiale - *Répondre aux défis des objectifs du millénaire – Support de la Banque mondiale dans l'administration des terres*
 - Stig Enemark, président de la FIG
- 10:15 Pause santé
- 10:30 Session 2 : Expériences dans des projets d'administration des terres
- P.G.V. Abeyratne, Université Sabaragamuwa du Sri Lanka - *Le rôle des géomètres dans la reconstruction après une catastrophe naturelle: L'expérience du Sri Lanka*
 - Robinson Tchapmegni, Tribunal de Mbalmayo - *La situation de la propriété foncière au Cameroun – Obstacles, conséquences et perspectives*
 - Azeddine El Omari, Agence Nationale de la Conservation foncière du Cadastre et de la Cartographie – *Actions de sécurisation de la propriété foncière au Maroc*
 - Ramon Enrique Saldivar, Présidence du Conseil des ministres du Pérou – *Enjeux de Reconstruction après le tremblement de terre du 15 août 2007*
- 12:00 Lunch
- 13:30 Session de travail
- 15:00 Pause santé
- 15:15 Session de travail (suite)
- 16:15 Synthèse et conclusion
- 16:45 Mot de la fin
- 18 :00 Cocktail d'accueil des délégués étrangers à l'Observatoire de la Capitale

Annexe 2 – Liste des participants

Participants

Nom	Courriel	Pays
Abeyratne, P.G. Vipula	vipula@sab.ac.lk	Sri Lanka
Arsenault, Julien	julien.arsenault@mrnf.gouv.qc.ca	Canada
Bah, Roch	bentopo@intnet.bj	Bénin
Barbeau, Julie	julie.barbeau.1@ulaval.ca	Canada
Bassolé, André	abassole@fasonet.bf	Burkina Faso
Benaïssa, Ahmed	elliasbenaïssa@yahoo.fr	Algérie
Benoît, Mathieu	mbernoit@viasat-geo.com	Canada
Borges, Klas Ernard	klas.ernald.borges@lantm.lth.se	Suède
Castro Silvestre, Carlos	ccastro@pcm.gob.pe	Pérou
Bell, Keith Clifford	kbell@worldbank.org	France
Coulibaly, Issa	igm@cefib.com; icoulibalyan@yahoo.fr	Mali
Culham, Douglas	dculham@nrca.gc.ca	Canada
Descôteaux, Marc	marc.descoteaux.1@ulaval.ca	Canada
Diabate, Sory Ibrahim	s.diabate@iepf.org	Canada
Diop, Souleymane	sdiop@cse.sn	Sénégal
Egesborg, Paul	egesborg@nrca.gc.ca	Canada
El Fettah, Noureddine	n.elfettah@ancfcc.gov.ma	Maroc
El Omari, Azeddine	a.elomari@ancfcc.gov.ma	Maroc
Enemark, Stig	enemark@land.aau.dk	Danemark
Gabele, Francis	Francis.gabele@minfin.fed.be	France
Galpin, Claire	claire.galpin@wanadoo.fr	France
Hilali, Aziz,	onigt@yahoo.fr	Maroc
Jaton, Annick	annick.jaton@scg.ulaval.ca	Canada
Khoury, Rafic	r.khoury@geometre-expert.fr	France
Kokoh Adjoumany, Émile	e.kokoh@avisoci; djoumany1505@yahoo.fr	Côte d'Ivoire
Kotokou Kouakou, Urbain	kotokou@hotmail.com	Côte d'Ivoire
Lacasse, Jean-Pierre	jean-pierre.lacasse@mrnf.gouv.qc.ca	Canada
Lord, Christian	Christian.lord@mrnf.gouv.qc.ca	Canada

Annexe 2 – Liste des participants (suite)

Participants

Nom	Courriel	Pays
Matshitshi Gakodi, Seraphin	figtrdcongo@yahoo.fr	R. D. Congo
Moisan, Estelle	e.moisan@arpenteur-geometre.com	Canada
Morneau, Michel	michel.morneau@mrnf.gouv.qc.ca	Canada
Moussa Loutou, Sani	smloutou@yahoo.fr	Niger
Mukhopadhyay, Sutapa	masu_india@yahoo.co.in	India
Omboudou Ndjina, Fabien	design.topo@iccnet.cm	Cameroun
Ouellet, Louise	louise.ouellet@mrnf.gouv.qc.ca	Canada
Pango Vildoso, Grover	gpango@pcm.gob.pe	Peru
Paradis, Michel	geointegra.paradis@sympatico.ca	Canada
Puepi, Bernard	nptgeodb@camnet.cm	Cameroun
Rakotoniaina, Pascal	sece@moov.mg	Madagascar
Roy, Francis	francis.roy@scg.ulaval.ca	Canada
Saldivar Bocangel, Ramon Enrique	esaldivar@pcm.gob.pe	Pérou
Sietchiping, Remy	Remy.Sietchiping@unhabitat.org	Kenya
Tapsoba, Claude Obin	institut.geog@fasonet.bf	Burkina Faso
Tchapmegni, Robinson	tchapmegnir@yahoo.fr	Cameroun
Tessier, Pierre	ptessierp@videotron.ca	Canada
Villacorta, Manuel	mvillacorta@sencico.gob.pe	Pérou

Comité organisateur

Christensen, Søren, délégué du Danemark FIG-Commission 7 Président Groupe de travail 7.2	sfc@kms.dk	Danemark
Roberge, Daniel, délégué du Canada FIG-Commission 7 Membre du Groupe de travail 7.2	daniel.roberge@mrnf.gouv.qc.ca	Canada
Turcotte, Stéphanie, MRNF, secrétaire	stephanie.turcotte@mrnf.gouv.qc.ca	Canada
Boisclair, Michel, ENAP, modérateur	Michel_Boisclair@enap.ca	Canada